

NOTE

Objet: Rapport de synthèse relatif à la session plénière
 – **Bruxelles, les 20 et 21 janvier 2003**

I. OUVERTURE DE LA SESSION

Le président Giscard d'Estaing a ouvert la séance plénière de la Convention en rappelant que le Praesidium travaillait sur un premier groupe d'articles du projet de traité constitutionnel et espérait pouvoir les présenter sous peu à la Convention sous la forme d'une proposition. En outre, une analyse et une catégorisation des articles existants est en cours; le critère utilisé est la nécessité et, le cas échéant, la portée d'une modification de ces articles. Ce travail devrait permettre au Praesidium d'élaborer un mandat pour le groupe d'experts juridiques émanant des trois institutions, qui se pencherait d'abord sur les articles qui ne nécessitent que des modifications techniques, en vue de soumettre des projets à la Convention.

1. Le fonctionnement des institutions (doc. CONV 477/03)

1. Le président a ouvert le débat sur le fonctionnement des institutions en rappelant les deux raisons d'aborder la question: l'incidence de l'augmentation du nombre d'États membres à la suite de l'élargissement à venir et la nécessité d'adapter les institutions pour leur permettre de relever adéquatement les défis que posent les nouveaux objectifs politiques, notamment dans les domaines de la politique étrangère, de la défense, de la sécurité intérieure et de la justice.

3. L'approche des questions institutionnelles dépendait de la nature future de l'Union européenne. Celle-ci devrait-elle adopter progressivement des structures plus fédérales ou continuer à reposer sur un système mixte, à savoir un volet confédéral pour les questions qui font toujours l'objet d'une coopération entre les États membres et un volet fédéral pour les compétences mises en œuvre au niveau de l'Union? La Convention doit examiner les questions suivantes:

- les rôles respectifs des institutions sont-ils suffisamment définis, et leur obligation de rendre des comptes est-elle suffisamment claire?
- Les institutions ont-elles fonctionné - et vont-elles fonctionner à l'avenir - de manière satisfaisante? Accomplissent-elles leur travail en temps voulu et efficacement?
- Faut-il modifier leur structure et la méthode de nomination en leur sein? Dans l'affirmative, comment?

En raison des disparités démographiques entre les États membres, il est particulièrement difficile de trouver le juste équilibre entre les deux exigences que sont l'égalité entre les citoyens et l'égalité entre les États.

4. Le débat qui a suivi a porté essentiellement sur le fonctionnement du Conseil européen et du Conseil, même si un certain nombre d'interventions ont également porté sur la Commission et, dans une moindre mesure, sur le Parlement. Un petit nombre d'intervenants ont également fait état de la Cour de justice.

5. Avant de présenter leurs observations sur les différentes institutions, un grand nombre d'intervenants ont tenu à rappeler certains principes de base qui, selon eux, devraient sous-tendre le débat. Un grand nombre d'entre eux ont insisté sur la nécessité de maintenir un équilibre entre les pouvoirs des trois principales institutions. Beaucoup ont plaidé pour un renforcement égal de toutes les institutions, qui leur permettra de fonctionner plus efficacement, dans une transparence et avec une responsabilité accrues. Certains ont souligné qu'il importait de veiller à ce que tout nouvel arrangement institutionnel respecte pleinement le principe de l'égalité entre les États membres. Quelques-uns ont mentionné également l'égalité entre les citoyens et la nécessité de continuer à respecter les deux principes. Pour plusieurs, il est nécessaire de rendre les institutions plus directement utiles aux citoyens européens. On en a aussi appelé au maintien de la "méthode communautaire", qui a bien servi l'Union européenne. Certains membres de la Convention ont indiqué que, pour eux, une

réforme institutionnelle ne passait pas nécessairement par la création de nouvelles institutions. Plusieurs intervenants ont plaidé en faveur de nouveaux arrangements qui garantiraient une reconnaissance adéquate du rôle des parlements nationaux. Il a été suggéré en particulier de renforcer le mécanisme proposé d'alerte en matière de subsidiarité.

6. Les participants étaient généralement d'accord pour dire que le Conseil européen devrait conserver son rôle stratégique consistant à donner une impulsion à l'Union européenne, en particulier dans le domaine de son action extérieure. Pour plusieurs membres de la Convention, le traité constitutionnel devrait contenir une définition plus claire du rôle et des fonctions du Conseil européen. Certains d'entre eux ont fait valoir que son rôle général de coordination ne devrait pas l'amener à se charger de tâches qui relèveraient plus adéquatement de formations particulières du Conseil et qu'il faudrait notamment éviter, dans toute la mesure du possible, qu'il ne serve de chambre de recours pour traiter les questions non résolues au niveau du Conseil.
7. Plusieurs membres de la Convention, soutenus par un certain nombre d'autres membres, ont proposé de remplacer le système de présidence tournante du Conseil européen par une présidence à temps plein plus permanente, où le président serait élu (selon certains, à la majorité qualifiée) pour une période soit de cinq ans, soit de deux ans et demi renouvelable. Le président assumerait la double tâche suivante: d'une part, préparer et présider les réunions du Conseil européen et en superviser le suivi ; d'autre part, représenter au plus haut niveau l'Union européenne sur la scène internationale, sans préjudice des compétences de la Commission et de son président. Un grand nombre d'intervenants se sont opposés à cette proposition ou ont objecté qu'elle soulevait un certain nombre de questions importantes devant être clarifiées. Pour certains, la création d'un poste permanent entraînerait une confusion entre les rôles respectifs du Conseil européen et de la Commission ou, pire encore, institutionnaliserait une rivalité entre les deux institutions. Certains se sont interrogés sur la légitimité démocratique d'un tel poste, assorti potentiellement de nombreux pouvoirs, et sur la responsabilité qui s'y rattache; plusieurs se sont demandé quels seraient le degré et le type de soutien administratif qu'il nécessiterait, et d'autres y ont vu l'occasion de créer un poste unique combinant la présidence du Conseil européen et de la Commission. Sans rejeter la proposition, plusieurs autres ont demandé une définition des tâches qui incomberaient à un président permanent du Conseil européen (une question étroitement liée au rôle du Conseil européen lui-même): s'agirait-il de remplir une fonction essentiellement administrative, d'exercer une direction politique au quotidien ou essentiellement d'assurer la continuité d'une orientation stratégique?

8. En ce qui concerne le Conseil, un certain nombre d'intervenants se sont prononcés en faveur du maintien de la présidence tournante de six mois. Ils ont attiré l'attention sur les qualités de ce système qui, d'une part, offre à tous les États membres, quelle que soit leur taille, le même accès à la présidence et, d'autre part, permet de rendre l'Union européenne visible au niveau national. Pour renforcer la continuité du système actuel, il a été proposé d'assortir son maintien d'une amélioration de la programmation multiannuelle. Selon un intervenant, le rôle de la présidence est devenu difficile parce qu'il s'est élargi à des tâches qui relèvent davantage de la compétence de la Commission.
9. D'autres ont estimé que la présidence tournante actuelle a déjà montré ses limites et ne saurait fonctionner efficacement dans une Union élargie. Divers systèmes de remplacement ont été proposés: entre autres, répartir les responsabilités de la présidence par le biais d'un système "d'équipe" reposant sur une base tournante, maintenir une présidence tournante de base pour le Conseil européen, le Conseil "Affaires générales" et le Coreper, élire des présidents pour chaque formation du Conseil, accroître le rôle du Secrétaire général du Conseil et de son personnel, attribuer la présidence du Conseil "Affaires générales" au président de la Commission, ou diverses combinaisons de ces différentes propositions. Parmi ceux qui estiment que la présidence tournante actuelle doit être modifiée, un certain nombre ont fait valoir que tout nouveau système devrait reposer sur le principe de l'égalité des États membres; pour d'autres, la rotation doit rester une caractéristique de tout nouveau système.
10. La création d'un Conseil législatif, qui assumerait la responsabilité générale de l'examen des propositions législatives et qui se réunirait en sessions publiques, a fait l'objet d'un large soutien. L'importance du rôle du Conseil "Affaires générales" dans la préparation des travaux du Conseil européen a également été mentionnée. La création d'un Conseil "Affaires étrangères", présidé par la personne responsable de la PESC, a aussi bénéficié d'un large soutien. Un certain nombre d'intervenants ont estimé que ce poste pourrait devenir celui de ministre européen des affaires étrangères; pour beaucoup, ce poste pourrait reprendre les fonctions actuelles du Haut représentant et du commissaire responsable des relations extérieures; certains ont ajouté que les conséquences institutionnelles de cette proposition devraient être examinées plus en détail.

11. Pour beaucoup, le Conseil ne pourrait fonctionner efficacement dans une Union élargie que si le vote à la majorité qualifiée y devenait la règle, y compris, pour certains, dans le domaine de la PESC. Un certain nombre ont estimé que l'accord sur la pondération des voix qui figure dans le traité de Nice était difficile à appliquer et qu'il faudrait le remplacer par un système de double majorité (majorité des États membres et majorité des citoyens). Ce système serait à la fois simple et durable. On a aussi laissé entendre que, dans une Union élargie, il serait nécessaire de recourir davantage à la coopération renforcée et à l'abstention constructive.
12. Au sujet de la Commission, un large consensus s'est exprimé en faveur du maintien, au sein du triangle institutionnel, d'une Commission forte, avec son système collégial unique, agissant dans une totale indépendance par rapport aux influences nationales afin de promouvoir l'intérêt général de l'Union.
13. La nécessité que l'Union jouisse d'une solide légitimité démocratique a été largement reconnue, l'accent étant mis en particulier sur la procédure régissant le choix du président de la Commission. Beaucoup d'intervenants ont reconnu que, comme maintenant, les chefs d'État ou de gouvernement et le Parlement européen devraient être associés à cette procédure. Cependant, un certain nombre ont plaidé en outre pour qu'un lien soit établi avec le résultat des élections du Parlement européen ce qui, selon eux, raviverait l'intérêt pour les élections tout en renforçant l'autorité de la Commission.
14. Pour certains des intervenants qui défendaient cette approche, il suffirait de demander au Conseil d'attendre le résultat des élections et d'en tenir compte pour désigner un candidat. Beaucoup d'autres ont souhaité aller plus loin en proposant de modifier l'ordre d'intervention des deux institutions, à savoir prévoir d'abord un vote au Parlement (l'expression "élection du président par le Parlement" a été utilisée) et, ensuite, une confirmation par le Conseil de la personne ainsi désignée. Pour certains membres de la Convention, le Parlement devrait voter à cet effet à une majorité de 3/5 ou de 2/3 afin que la Commission et son président restent au-dessus de toute rivalité partisane. D'autres sont en faveur d'une majorité absolue, alléguant qu'en exigeant des seuils plus élevés, on introduirait un processus de sélection non transparent et on mettrait le Parlement dans une situation plus difficile qu'actuellement. Plusieurs interventions ont fait état de la possibilité que le Parlement vote sur un nombre limité de candidats présentés par le Conseil.

15. Pour certains intervenants, le président devrait être élu par un collège électoral composé de parlementaires européens et nationaux, ou au suffrage universel direct à l'échelle de l'Union. D'autres ont recommandé de s'en tenir à la procédure actuelle de désignation, mettant en garde contre une "politisation" de la Commission. Il leur a été répondu que la Commission était déjà une institution politique et que l'élection de son président par une majorité parlementaire ne donnerait pas nécessairement une connotation politique partisane au collège.
16. Plusieurs intervenants ont aussi fait valoir que la légitimité de la Commission serait renforcée si le Conseil avait, outre le Parlement, le droit de censurer la Commission, qui devrait dès lors rendre compte aux États et aux peuples.
17. Pour ce qui est de la composition de la Commission, nombre d'intervenants ont estimé qu'il serait opportun que, comme le prévoit le traité de Nice, le prochain collège soit composé d'un commissaire par État membre. Cela aiderait la Commission à gérer l'intégration des nouveaux membres tout en aidant ces derniers à se familiariser avec les procédures de l'Union. Alors que certains intervenants souhaitaient maintenir, à long terme, un commissaire par État membre, d'autres étaient d'avis qu'il serait préférable de prévoir ultérieurement un collège restreint, pour des motifs d'efficacité et d'indépendance; un collège nombreux, reproduisant la composition exacte du Conseil, risquerait d'être dominé par les intérêts nationaux, et l'impression ainsi donnée d'une "renationalisation" de la Commission affecter la reconnaissance par les États membres de l'indépendance et de l'autorité des décisions et des propositions de cette institution. Les autres propositions visant une Commission restreinte étaient axées soit sur une rotation, assurant l'égalité entre les États membres, du droit de désigner un commissaire, soit sur la reconnaissance du droit qu'aurait le président désigné de la Commission de choisir son équipe - sous réserve de confirmation par le Conseil - sur la base des mérites, en tenant dûment compte d'un équilibre géographique et politique de base. Plus généralement, on a fait valoir que le président désigné devrait pouvoir intervenir davantage dans le choix des commissaires.
18. En ce qui concerne le fonctionnement interne de la Commission, un certain nombre d'interventions ont mentionné la nécessité que le président de la Commission dispose de pouvoirs étendus, notamment un pouvoir de direction politique ("Richtlinienkompetenz"), le droit de démettre un membre de la Commission qui n'a plus sa confiance, ainsi que le pouvoir de (re)distribuer les portefeuilles des différents commissaires et d'organiser le collège en

créant des groupes de commissaires ayant à leur tête des vice-présidents (qu'il nommerait), groupes dont le mandat couvrirait de grands domaines politiques et qui prendraient des décisions au nom du collège. Pour plusieurs intervenants, ces mesures contribueraient à assurer l'efficacité d'un collège nombreux. D'autres ont toutefois fait valoir qu'il importait de préserver le principe de la collégialité parmi les membres de la Commission.

19. De nombreux intervenants ont insisté sur le fait qu'il fallait renforcer les fonctions et les compétences de base de la Commission sans pour autant porter atteinte au rôle des deux autres institutions. Ils ont précisé que la Commission devrait jouer un rôle à part entière dans le domaine des politiques relevant de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, qu'il faudrait renforcer son rôle de garante du respect du droit de l'Union et sa responsabilité concernant la mise en œuvre de la législation (un certain nombre d'intervenants ont mentionné une simplification éventuelle des procédures de comitologie et l'introduction d'actes adoptés par délégation) et que la Commission devrait continuer à jouir d'un droit d'initiative exclusif en matière législative. Plusieurs intervenants ont souligné que la Commission devrait rester la seule administration opérationnelle au niveau de l'Union.
20. L'objectif de faire du Parlement européen un co-législateur à part entière en élargissant ou en généralisant la procédure de codécision dans le domaine législatif a été favorablement accueilli. Un certain nombre de membres ont aussi plaidé en faveur de la reconnaissance de pleins pouvoirs budgétaires au PE par le biais de l'abolition de la distinction entre dépenses obligatoires et non obligatoires.
21. Plusieurs intervenants ont proposé de modifier la procédure électorale du Parlement européen, de manière à ce que les parlementaires soient en contact plus étroit avec les citoyens: on a mentionné à cet égard la nécessité de prévoir des circonscriptions plus petites, des listes régionales, et des règles d'incompatibilité plus strictes. Quelques intervenants ont évoqué la composition du Parlement, demandant par exemple que sa taille soit réduite.
22. Plusieurs membres ont soulevé la question de savoir s'il fallait prévoir la possibilité de dissoudre le Parlement et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances.

23. Un certain nombre d'intervenants ont fait valoir qu'il importait, pour une Union fondée sur le principe de la prééminence du droit, de renforcer la Cour de justice, afin d'aider cette juridiction à maintenir la qualité de sa jurisprudence et à faire face à la charge de travail accrue qui résulte tant de l'élargissement que des recommandations présentées par la Convention. Peu d'intervenants ont présenté des propositions détaillées à cette fin; certains ont toutefois suggéré de réformer la procédure de nomination des juges, d'augmenter l'effectif et les ressources de la Cour (et du Tribunal de première instance), et de simplifier et d'accélérer les procédures permettant à la Cour d'imposer des amendes aux États membres en cas de manquement aux obligations qui leur incombent.
24. Résumant le débat, le président a estimé qu'il était important d'éviter l'autosatisfaction. La Convention a été instaurée parce que des problèmes réels ont été recensés, y compris en ce qui concerne l'opinion publique, comme l'a montré le faible taux de participation aux élections du Parlement européen. La Convention échouerait dans sa mission si elle préférait le statu quo à des solutions. Il est nécessaire de faire preuve d'audace et d'imagination.
25. Un certain nombre de principes sont ressortis de la discussion. La Convention est en faveur d'un système mixte, combinant des éléments fédéraux et confédéraux. Il y a un consensus sur la nécessité de renforcer toutes les institutions et d'améliorer leur efficacité, mais aussi sur la nécessité d'arriver à cette fin en maintenant l'équilibre institutionnel. Pour beaucoup, il importe d'accroître la transparence et l'obligation démocratique de rendre des comptes. Les membres ont également soutenu avec force le principe de la garantie de l'égalité entre les États membres.
26. Le travail doit se poursuivre sur des questions spécifiques. En particulier, il faut examiner les solutions de remplacement de l'actuel système de présidence tournante du Conseil; toutefois, des doutes ont été émis à propos de l'adoption d'un système de présidence à temps plein plus permanente pour le Conseil européen. Des questions ont été soulevées tant en termes de rôle que de procédure de sélection; il est clair qu'il faut y répondre et que le rôle du Conseil européen doit être bien défini. L'idée de créer un Conseil législatif qui tiendrait des sessions publiques a fait l'objet d'un très large soutien. Il faut en examiner les implications, ainsi que le rôle futur du Conseil "Affaires générales". Il faut aussi poursuivre la réflexion sur la question du vote à la majorité qualifiée et répondre en particulier à la question suivante: quelle devrait être la règle à la base de tout nouveau système?

27. De même, il faudra examiner plus en détail le rôle et les tâches futurs du ministre européen des affaires étrangères. En ce qui concerne la Commission, beaucoup sont en faveur du maintien d'un commissaire par État membre. Certains estiment que cette mesure est nécessaire à court terme, mais qu'il faudra trouver ultérieurement une autre solution permettant mieux d'assurer l'efficacité. Il faudra consacrer d'autres travaux aux différentes options, ainsi qu'à la question des procédures de sélection du président de la Commission.
28. Il est ressorti clairement de la session qu'il fallait poursuivre la réflexion et le débat: en fait, la session a ouvert et non conclu le débat. Le Praesidium va s'y consacrer. Les membres de la Convention pourraient entre-temps envoyer des contributions écrites, en particulier sur les questions qu'ils n'ont pas abordées dans leurs interventions. Un de ces points insuffisamment débattus porte sur la manière de renforcer la Cour européenne de justice, une question cruciale pour le fonctionnement futur de l'Union. C'est pourquoi le président a suggéré de créer un petit "cercle de réflexion" chargé d'examiner les questions relatives au fonctionnement de la Cour dans le contexte de l'élargissement. Ce cercle pourrait être présidé par un membre du Praesidium, et il ferait rapport à la Convention. Il devrait être aussi représentatif que possible de l'ensemble de la Convention.

2. Heure des questions

29. Il n'y a pas eu de questions.

II. PROCHAINE RÉUNION DE LA CONVENTION

30. Le président a annoncé que la prochaine réunion de la Convention se tiendrait dans l'après-midi du jeudi 6 février et dans la matinée du vendredi 7 février. Elle sera consacrée à l'examen du rapport du Groupe de travail "Europe sociale" et à un débat sur les questions régionales.

Session plénière des 20 et 21 janvier 2003**LISTE DES INTERVENANTS****par ordre d'intervention****1. Le fonctionnement des institutions (doc. CONV 477/03)**

M. Valéry GISCARD d'ESTAING - Président
M. Gijs DE VRIES - Pays-Bas (Gouvernement)
M. Andrew DUFF - Parlement européen
M. Hubert HAENEL - France (Parlement)
Mme Sandra KALNIETE - Lettonie (Gouvernement)
M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)
M. Antonio VITORINO - Commission
M. Giuliano AMATO - Vice-Président
M. Peter HAIN - Royaume-Uni (Gouvernement)
M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
M. Dimitrij RUPEL - Slovénie (Gouvernement)
M. Elmar BROK - Parlement européen
M. Louis MICHEL - Belgique (Gouvernement)
M. Jozef OLEKSY - Pologne (Parlement)
M. Timothy KIRKHOPE - Parlement européen
M. Karel DE GUCHT - Belgique (Parlement)
M. Tunne KELAM - Estonie (Parlement)
M. René van der LINDEN - Pays-Bas (Parlement)
(*Cartons bleus: Einem, Heathcoat-Amory, MacLennan, Costa, Bösch*)
M. Georges KATIFORIS - Grèce (Gouvernement)
M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
M. Peter ECKSTEIN-KOVACS - Roumanie (Parlement)
M. John BRUTON - Irlande (Parlement)
M. Peter BALÁZS - Hongrie (Gouvernement)
M. Proisias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
M. Aloiz PETERLE - Slovénie (Parlement)
M. Marco FOLLINI - Italie (Parlement)
Mme Danuta HÜBNER - Pologne (Gouvernement)
M. Peter SKAARUP - Danemark (Parlement)
Mme Maria Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)
M. Michael ATTALIDES - Chypre (Gouvernement)
M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement)
Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
M. Henrik DAM KRISTENSEN - Danemark (Parlement)
M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
M. Johannes VOGGENHUBER - Parlement européen
M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)
M. Reinhard RACK - Parlement européen

M. Puiu HASOTTI - Roumanie (Parlement)
(Cartons bleus: Muscardini, Speroni)
M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen
M. Jacques SANTER - Luxembourg (Gouvernement)
M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
Mme Lena Hjelm-WALLÉN - Suède (Gouvernement)
M. Guntars KRASTS - Lettonie - Parlement
M. Manfred DAMMEYER - (Comité des régions)
M. George JACOBS - (Partenaires sociaux européens)
Mme Maria BERGER - Parlement européen
M. Algirdas GRICIUS - Lituanie (Parlement)
M. Rytis MARTIKONIS - Lituanie (Gouvernement)
M. Ernâni LOPES - Portugal (Gouvernement)
M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)
M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
M. Zekeriya AKCAM - Turquie (Parlement)
(Cartons bleus: Carnero, Maij-Weggen)

Mardi, 21 janvier 2003

2. Poursuite des débats sur le fonctionnement des institutions (doc. CONV 477/03)

M. Klaus HÄNSCH - Parlement européen
M. Josep BORRELL FONTELLES - Espagne (Parlement)
Mme Gisela STUART - Royaume-Uni (Parlement)
M. Henning CHRISTOPHERSEN - Danemark (Gouvernement)
Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen
M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)
M. Michel BARNIER - Commission
M. Gianfranco FINI - Italie (Gouvernement)
M. Pierre LEQUILLIER - France (Parlement)
M. Luis MARINHO - Parlement européen
M. Olivier DUHAMEL - Parlement européen
Mme Ana PALACIO - Espagne (Gouvernement)
M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)
M. Joschka FISCHER - Allemagne (Gouvernement)
M. Dominique de VILLEPIN - France (Gouvernement)
M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
M. Jan KOHOUT - République tchèque (Gouvernement)
(Cartons bleus, Hjelm-Wallén, Hain, d'Oliveira Martins, Demetriou)
M. Michael FRENDÓ - Malte (Parlement)
M. David HEATHCOAT-AMORY - Royaume-Uni (Parlement)
M. Kemal DERVIS - Turquie (Parlement)
M. Gabriel CISNEROS - Espagne (Parlement)
M. Ivan KORCOK - République slovaque (Gouvernement)
M. Antonio TAJANI - Parlement européen
M. William ABITBOL - Parlement européen
(Cartons bleus: Tiilikainen, Tomlinson, Speroni, Rack)
Mme Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
M. Pat CAREY - Irlande (Parlement)
M. Esko SEPPÄNEN - Parlement européen

M. Oguz DEMIRALP - Turquie (Gouvernement)
M. Matti VANHANEN - Finlande (Parlement)
M. John GORMLEY - Irlande (Parlement)
(Cartons bleus: Brok, Duff, Lamassoure, Paciotti)
Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)
M. Reinhard BÖSCH - Autriche (Parlement)
M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
(Cartons bleus: Maij-Weggen,, Lennmarker, Peterle, Voggenhuber, Palacio, Kiljunen)
